

Monsieur le Commissaire-enquêteur
Mairie de Lorgues
Boulevard de la République
83510 Lorgues

Paris, le 6 décembre 2023

À l'attention de Monsieur Jean-Christophe DELHAYE

*Objet : élaboration du règlement local de publicité
Enquête publique*

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Les entreprises adhérentes de l'Union de la Publicité Extérieure (UPE), syndicat professionnel regroupant les principaux opérateurs de ce secteur d'activité, ont pris connaissance avec un grand intérêt du projet d'élaboration du règlement local de publicité (RLP) de la commune de Lorgues arrêté en séance du Conseil municipal le 30 juin 2023 et soumis actuellement à enquête publique.

Afin de mieux concilier les objectifs de protection du cadre de vie du territoire et le dynamisme économique et commercial des acteurs locaux, nous vous présentons nos demandes d'aménagements réglementaires afin qu'un compromis satisfaisant puisse permettre à chacune des parties prenantes de trouver un juste équilibre. Cette obligation de conciliation est imposée en effet par le code de l'environnement.

Vous trouverez, à cet effet, formulées ci-dessous, nos propositions.

- **Dispositions générales**
 - o **Aspect, habillage et accessoires annexes à la publicité**

L'article P0.4 « *Aspect, habillage et accessoires annexes à la publicité* » énonce que :

« *Un dispositif peut compter deux faces maximums.* »

Un dispositif publicitaire peut être composé de deux cadres ou écrans et chaque cadre ou écran peut supporter une ou plusieurs faces recevant une publicité.

Ainsi, il convient que la disposition précitée de l'article P0.4 soit formulée de la façon suivante :

« *Un dispositif peut être composé de deux cadres ou écrans et chaque cadre ou écran peut supporter une ou plusieurs faces recevant une publicité.* »

- o **Publicités lumineuses et les enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial**

L'article P0.6 « *Publicité lumineuse* » du projet de règlement dispose que :

Les publicités lumineuses et les enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique respectent les prescriptions définies ci-dessous :

- Elles respectent les prescriptions définies ci-dessus en matière d'horaires d'extinction ;
- Elles sont limitées à un dispositif par façade d'activité ;
- Leur surface unitaire ne doit pas excéder 25% de la surface de la baie derrière laquelle elle est installée, dans la limite de 1 m² maximum.

La limitation de la surface des publicités lumineuses et des enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial à 1 m² n'est pas adaptée à la réalité et à la diversité des dispositifs utilisés par les commerçants. Ces matériels sont en effet de différentes tailles car ils peuvent répondre à des objectifs différents : annonces immobilières, information horaires, informations produits, supports publicitaires respectant un format standard ou non.



Ainsi, nous suggérons de fixer une surface cumulée à 2 m² de la / des publicité(s) et de l'/des enseigne(s) lumineuse(s) implantée(s) derrière une vitrine ou baie dans l'ensemble du territoire communal et de supprimer la limitation à un dispositif par activité.

- Publicité murale – ZP3 et ZP4

Le projet de règlement prévoit, en ZP3 et ZP4, de limiter la surface des publicités murales à 1 m², encadrement compris (articles P3.2 et P4.2).

Le format retenu de 1 m², encadrement compris, n'est pas un format standard usuellement utilisé en France par l'ensemble des sociétés d'affichage.

En effet, les formats usuels des affiches en France sont :

- 120 cm x 160 cm dit usuellement « 2 m² » ;
- 240 cm x 160 cm dit usuellement « 4 m² » ;
- 320 cm x 240 cm dit usuellement « 8 m² ».

Aussi, nous demandons de tenir compte d'un format des dispositifs publicitaires qui soit conforme à la norme nationale.

De plus, l'article R581-26 du code de l'environnement énonce que :

« Dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, la publicité non lumineuse apposée sur un mur ou une clôture ne peut avoir une surface unitaire excédant 4,70 mètres carrés, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol. »

La commune de Lorgues compte 9 280 habitants (INSEE – 2020) et ne fait pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants. Aussi, les dispositions de l'article R581-26 du code de l'environnement trouvent à s'appliquer en la matière.

De cette façon, Lorgues peut avoir accès à une offre de réseaux de 4,70 m², encadrement compris, proposée aux annonceurs par les sociétés d'affichage.

Dans ces conditions, nous proposons de modifier les dispositions précitées des article P3.2 et P4.2 de la manière suivante :

« La publicité apposée sur un mur est autorisée dans la limite de 4,70 m². »

- Enseignes temporaires

L'article E0.4 « *Enseigne temporaire* » du projet de règlement limite la surface des enseignes temporaires qui signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois à **2 m²**.

Le code de l'environnement ne limite pas la surface maximale de ces dispositifs (sauf les enseignes scellées au sol dont la surface est limitée à 10,50 m²) eu égard à leur nature particulière.

Dans ces conditions, nous préconisons de s'en tenir au règlement national de publicité (RNP) et de ne pas fixer de surface maximale s'agissant des enseignes qui signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois.

En espérant que vous comprendrez le bien-fondé de notre démarche, je vous prie de recevoir, Monsieur le Commissaire-enquêteur, mes salutations distinguées.


Stéphane DOTTÉLONDE
Président de l'UPE

